

LA TURQUIE, LE PRINTEMPS ARABE ET LA POST-EUROPÉANITÉ

Nilüfer Göle

L'Harmattan | « Confluences Méditerranée »

2011/4 N° 79 | pages 47 à 56

ISSN 1148-2664

ISBN 9782296557369

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2011-4-page-47.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Nilüfer Göle

CESPRIA, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

La Turquie, le Printemps arabe et la Post-Européanité

Dans cet article, l'auteure interroge les raisons d'émergence de la Turquie comme une référence, un exemple, voire même un modèle pour les pays gagnés par le Printemps arabe. Le nouveau rôle géopolitique de la Turquie est ici décrit comme un processus d'émancipation par rapport aux politiques occidentales et d'affirmation en tant qu'acteur régional. La visibilité de la Turquie au Moyen-Orient est due à cette légitimité désormais acquise. Sa singularité vient de sa capacité démocratique à incorporer le référent islamique. L'exemplarité de la Turquie signifie le décentrement de l'Europe comme le foyer exclusif de l'imaginaire démocratique.

Au vu de la crise économique qui envahit les pays européens et des renversements des régimes politiques au Moyen-Orient, la Turquie, de par sa stabilité économique et politique, apparaît comme une énigme sinon comme un « modèle » à « contre-courant ». Le parti au pouvoir depuis 2003, le Parti de la Justice et du Développement a obtenu presque cinquante pour cent des voix lors des dernières élections législatives de juin 2011. Il représente la stabilité politique et le dynamisme économique ; le taux de croissance, de 8 pourcent en 2010, est l'un des plus élevés au monde. Cela ne signifie pas que la Turquie a résolu tous les dossiers épineux. La question kurde et la rédaction d'une nouvelle Constitution, sont des sujets prioritaires qui mettent à l'épreuve les capacités démocratiques à surmonter

des clivages profonds polarisant la société turque, entre groupes ethniques, religieux et séculiers. La Turquie, malgré sa proximité et l'intensité de ses relations avec l'Europe et le Moyen-Orient, ne semble pas être contaminée par un virus d'endettement et d'appauvrissement économique, ni par celui de la colère et de la révolte qui remettrait en question le pouvoir en place. Peut-être s'agit-il tout simplement d'une question de temporalité. Alors on devra s'attendre à ce qu'elle rejoigne tôt ou tard ces dynamiques sociales et économiques, d'autant plus qu'elle se trouve au carrefour des réalités européennes et moyen-orientales.

Une Turquie, des visages

Une partie du « puzzle » turc tient à son emplacement géographique, historique et culturel. Est-il un pays de la Méditerranée, ou plutôt un pays enraciné dans les steppes de l'Asie centrale ; partage-t-elle une histoire commune avec les pays musulmans du Moyen-Orient, ou des affinités avec les pays des Balkans ; est-elle un pays musulman candidat à l'Union européenne ou un pays leader du monde islamique ? Ses divers héritages traversent et enrichissent l'histoire turque, mais brouillent également ses repères ; elle a de multiples appartenances, mais ne se trouve nulle part. La Turquie est considérée comme un pays non représentatif du monde arabe par les Européens ; comme un « mauvais » musulman aux yeux des pays arabes ; tournée elle-même vers le monde occidental depuis le 19^e siècle, et absente des débats sur le Moyen-Orient depuis l'avènement de la République. En tant que seul pays musulman candidat à l'Union européenne, sa demande d'adhésion a déclenché un débat au sein de ces pays, relatif aux frontières identitaires et géographiques de l'Europe. La Turquie est devenue la candidate la plus débattue, la plus visible et la moins désirable aux yeux des publics européens.

Avec l'avènement du Printemps arabe, on a redécouvert un autre visage de la Turquie, un autre type de visibilité et de « désirabilité » car elle émerge comme une référence, comme un exemple, voire même pour certains comme un modèle qui réussit à lier les questions relatives à l'islam avec le pluralisme démocratique et le développement économique.

Cette nouvelle place de la Turquie dans la carte mentale géopolitique n'a pas été conquise d'une manière abrupte, d'un jour à l'autre, sur un coup de tête, en « tournant le dos » au monde européen. Une

série d'événements a enclenché l'autonomisation de la Turquie vis-à-vis de l'Occident et a permis son intégration dans la région à travers la transformation de ses relations avec ses voisins. La Turquie avait commencé à gagner du terrain et de la légitimité au sein des pays du Moyen-Orient bien avant le Printemps arabe. Ces événements, que l'on va très brièvement évoquer, lui ont donné une nouvelle posture d'acteur régional aux yeux des différents publics et pays.

Une émancipation par étapes

Un premier moment d'autonomisation de la politique turque s'est produit pendant la guerre en Irak. En mars 2003, le Parlement turc a rejeté la motion qui aurait permis aux troupes américaines d'utiliser le sol turc pour l'invasion de l'Irak. D'une manière inattendue, mais par une voie démocratique, notamment à travers un vote parlementaire, la Turquie, l'alliée sans failles des Etats-Unis, s'est trouvée ainsi en opposition avec la politique américaine au Moyen-Orient. Elle a perdu la confiance des Américains, mais elle a gagné de la respectabilité dans la « rue arabe ».

Comme l'intellectuel syrien Sadik Al-Azam l'a écrit, la position turque a été très estimée par les nationalistes arabes. Elle avait également acquis une popularité auprès du peuple : celui-ci se demandait « quel roi arabe, président, ou souverain aurait pu aller dire au Président des Etats-Unis « mon Parlement a rejeté la demande de votre gouvernement » sans être ridiculisé¹. La Turquie est ainsi apparue comme un pays capable de tenir tête aux Etats-Unis et cesse dès lors d'être vue comme le gendarme régional de celui-ci.

Un deuxième volet concerne les relations avec l'Union européenne. Le 3 octobre 2005 marque un point tournant : c'est la date de l'ouverture des négociations avec la Turquie, mais les deux parties sont convaincues que le processus d'intégration n'aboutira pas. Les négociations sont ouvertes, mais la porte est fermée aux Turcs. Si pour les Turcs leur candidature à l'Union européenne était l'aboutissement naturel de leur engagement avec le monde occidental depuis des siècles, pour la majorité des Européens, par contre, cette candidature a fini par être ni légitime ni désirée.

Ces deux moments historiques représentent la mise à distance de la Turquie par rapport à deux Occidents. La Turquie perd son statut privilégié comme allié fidèle des Etats-Unis ; elle perd aussi son illusion comme candidate naturelle de l'Union européenne.

Le troisième volet concerne les relations avec Israël avec qui la Turquie a eu, en conformité avec son engagement dans le camp occidental, des relations stables. La Turquie avait commencé à jouer un rôle de médiateur entre la Syrie et Israël, jusqu'au moment où l'offensive israélienne contre Gaza en janvier 2009 a mis fin à ces pourparlers. C'est au sommet de Davos que l'affrontement entre le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue Shimon Perez au sujet de l'assaut de Gaza a fait date. Erdogan devient le porte-parole de l'injustice faite aux Palestiniens et quitte le débat en colère après avoir essayé à plusieurs reprises de prendre la parole ; l'incident est nommé « one minute », il devient le nom de la protestation contre les politiques d'Israël. Un deuxième incident concerne le convoi humanitaire maritime qui souhaitait protester contre le blocus et mettre un terme au drame humanitaire à Gaza en mai 2010. Quand les troupes israéliennes ont attaqué en haute mer la flottille tuant neuf passagers sur le bateau turc de « Mavi Marmara », cela a provoqué une grande crise entre les deux pays. Ainsi la Turquie s'est trouvée de plus en plus activement impliquée dans la cause Palestinienne.

A une autre échelle, l'initiative prise par le Brésil et la Turquie pour persuader l'Iran d'abandonner son plan d'armement nucléaire (en mai 2010) est cruciale, même si elle n'a pas convaincu les pouvoirs occidentaux. En effet, elle a montré l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène globale et a marqué la possibilité de médiations entre les civilisations. Par ailleurs « l'Alliance des civilisations », le forum créé dans le cadre de l'ONU en 2005 à l'initiative de Jose Luis Rodriguez Zapatero et Recep Tayyip Erdogan, un autre axe entre la Turquie et la « Latinité », signale également l'existence de configurations qui cherchent à surmonter les oppositions binaires en référence aux clivages religieux, civilisationnels, ou Orient-Occident.

Ces événements très brièvement rappelés nous aident à constituer une nouvelle cartographie pour resituer la Turquie comme interface entre plusieurs pays, sortant du rôle assigné par ses alliés occidentaux depuis la Guerre Froide. Ce sont des moments historiques qui ont marqué un glissement de terrain, une flexion dans la géopolitique. Parfois ce sont des moments qui ne dépendent pas des intentions des acteurs, des incidents, des ruses et des caprices de l'histoire. Parfois ils sont fabriqués par la volonté des dirigeants, programmés par leur vision. L'autonomisation de la politique turque est la conséquence de ces incidents de l'histoire tout comme des initiatives des acteurs.

A la fois singulière et exemplaire

Ahmet Davutoglu² est connu comme l'architecte, l'homme politique, l'intellectuel qui impulse cette nouvelle politique de voisinage. Il donne sa vision dans son livre « La Profondeur Stratégique », et dessine les contours de cette politique. Pour lui, l'héritage ottoman et la conscience de la longue durée peuvent fonder une nouvelle vision de la politique de bon voisinage. Il se fait le porte-parole de la résolution des disputes et de la réalisation d'une plus grande intégration de la région qui passerait par les activités de commerce, le transfert des technologies, et la circulation des personnes en abolissant les visas entre pays. Certains le critiquent en disant que son vœu de « zéro problème » avec les voisins est voué à l'échec et que la Turquie est partie intégrante des problèmes de la région qu'elle prétend résoudre. Ces critiques ne sont pas sans fondement, si l'on tient compte des relations avec Israël mais aussi des conséquences de la question kurde sur la politique régionale, notamment les incursions de l'armée turque dans le nord de l'Irak.

Mais une chose est sûre : la Turquie émerge comme un acteur dans la région, tout en étant de plus en plus présente dans les pays du Moyen-Orient. Le politologue Kemal Kiriçi explique ce qu'il y a derrière le « modèle » turc. Pour lui, elle crée un effet de démonstration, un effet d'apprentissage sur trois plans majeurs ; une politique étrangère « juste », un Etat « commerçant » et la démocratie en tant que « work in progress³ ». Sur ces trois plans, la Turquie est amenée à échanger davantage avec ses voisins ; ensemble ils explorent les possibilités d'un nouvel imaginaire démocratique. Celui-ci n'est pas limité à la politique entre les Etats mais concerne aussi les échanges citoyens de natures scientifiques, industrielles et commerciales, ainsi que le domaine culturel. Le mouvement s'effectue dans les deux sens, la Turquie va vers ses voisins, et le Moyen-Orient découvre la Turquie. La prolifération des universités privées, les festivals d'art et de musique créent de nouvelles opportunités, un attrait pour les intellectuels et artistes. Istanbul devient de nouveau une ville cosmopolite, mais cette fois-ci un cosmopolitisme venu de l'Orient et de ceux d'en bas. Il ne s'agit pas d'un cosmopolitisme d'élites, mais de celui des migrants, des diasporas, de ceux qui cherchent un lieu d'exil, de ceux qui fuient les régimes despotiques, les guerres civiles, les nettoyages ethniques, les ravages des crises économiques. Les intellectuels et artistes turcs, iraniens, syriens, palestiniens et libanais, dont le regard était toujours tourné vers l'Europe, se tournent vers les uns et les autres, explorent et

puisent leurs différences dans les références communes, en produisant de nouveaux langages artistiques et politiques.

Ainsi le modèle turc est apprécié dans le monde arabe comme un « modèle de proximité ». Il représente une certaine réussite à réunir les libertés démocratiques et le sécularisme dans une société musulmane. Comme l'écrit Sadik Al Azam, à la différence du nationalisme arabe et l'islamisme radical, la variante turque de la représentation de l'Islam raconte l'histoire d'une réussite dans son ensemble⁴. Selon lui la Turquie représente un « contre-exemple ». Le fait que ce soit un pays non-arabe, met à mal la conviction répandue chez les peuples arabes qu'ils se trouvent non seulement au cœur de la civilisation islamique mais qu'ils représentent également de jure et de facto son modèle idéal⁵.

Le fait que la Turquie apparaisse comme une référence, comme un modèle, signifie deux choses à la fois : elle a une expérience historique « singulière » et elle peut être un « prototype » pour d'autres pays. Contrairement aux thèses décrivant la Turquie comme un pays à part ou même comme un « pays déchiré », tiraillé entre deux civilisations antinomiques, comme l'écrivait Samuel Huntington⁶, elle incarne la possibilité de médiation entre les cultures et acquiert un effet de résonance au-delà de ses frontières nationales.

Elle est le témoin, et illustre ce qui est inédit et possible pour d'autres pays. Tout en parlant d'une expérience singulière turque, on peut également évoquer l'effet mimétique qu'elle peut susciter chez d'autres. Depuis des siècles, c'est ainsi que la singularité de l'histoire européenne s'est érigée en modèle : les pays européens ont réussi à lier le progrès aux libertés individuelles, et cette particularité historique a eu un effet de résonance, en a inspiré d'autres, est devenue une source de stimulation dans des contextes non-occidentaux. La notion de « modèle » renvoie donc à la singularité de l'expérience historique, à sa force d'exemplarité pour d'autres pays, et par conséquent à son rayonnement au-delà des frontières. Il ne s'agit pas de penser au modèle comme un prototype qui peut être reproduit à la lettre, de manière identique; au contraire chaque réitération signifie une trajectoire historique différente avec une forme politique et une habitation culturelle propre. Ainsi la laïcité turque, inspirée du modèle de la laïcité française n'a pas suivi la même trajectoire ni la même configuration culturelle, mais a produit une forme singulière du sécularisme musulman. Donc au lieu de mesurer la distance, la déviance avec le modèle « originel », il conviendrait de comprendre la singularité de l'expérience

tout en montrant les relations entre les histoires connectées.

D'une manière similaire, le « modèle » turc de la laïcité est devenu une référence, un archétype pour d'autres pays musulmans, notamment pour la Tunisie. Le réformisme d'Atatürk avait inspiré d'autres leaders du monde arabe, comme Habib Ben Ali Bourguiba. A l'époque, la Turquie s'était singularisée aux yeux du monde arabe et du monde occidental par l'avènement de son nationalisme et sa laïcité, tous les deux garantis par l'armée. De la même façon, la transition démocratique qui s'est effectuée en Tunisie en 24 octobre 2011 revisite l'expérience turque du pluralisme électoral en présence d'un parti musulman.

Les ressorts du modèle turc : définition et interrogations

Quels sont les traits constitutifs de la Turquie qui ont un effet d'exemplarité pour d'autres groupes, pays et régions ? Cela diffère selon les personnes, leurs opinions, et les perspectives adoptées. C'est certainement l'arrivée au pouvoir d'un parti de mouvance islamique par les élections libres dans un pays fier de sa laïcité qui constitue le paradoxe le plus important ; pour les observateurs occidentaux, il s'agit d'un « islam modéré », à la différence de l'Iran ; son armée laïque apparaît comme un avantage pour beaucoup d'intellectuels laïcs, y compris ceux du monde musulman ; l'existence des classes moyennes est considérée, en comparaison avec les pays du monde arabe, et surtout avec l'Égypte, comme un pilier pour la démocratie.

Pour chacune de ses perspectives, on peut néanmoins avancer des critiques. La notion de l'islam modéré est très problématique même si elle a une capacité de communication sédative pour les publics occidentaux anxieux de la montée de l'Islam. Elle est problématique car, en premier lieu elle réduit l'expérience turque à son trait religieux et ignore sa dimension pluraliste. Dans un second temps, la notion de « modérée » est perçue comme l'instrumentalisation de la religion liée au programme politique mise en place par les Etats-Unis dans le cadre de son projet de « Greater Middle East ». Elle est également rejetée par les musulmans pieux pour qui la définition même de l'islam est « la voie du juste milieu » ; nommer l'islam comme « modéré » signifie qu'il existerait un islam « violent », comme si la violence était intrinsèque à l'essence même de la religion et pas à une action et une interprétation

des acteurs sociaux. Par conséquent, qualifier l'expérience du parti AKP en Turquie comme un islam modéré est critiqué sur plusieurs registres. Le leader de ce parti, Recep Tayyip Erdogan lui-même s'est opposé à l'utilisation normative de ce terme, qui classe selon lui les pays musulmans. Le Parti AKP se trouve dans la lignée d'une mouvance islamiste des années 1980, tout en ayant des racines dans l'héritage politique conservateur libéral de la Turquie. Par conséquent l'appellation même de cette mouvance politique est une source de débat et de controverse ; s'agit-il d'un parti conservateur démocrate, d'un islam réformiste, voire même d'une nouvelle forme de néo-ottomanisme ?

Quant à la présence d'une armée laïque, malgré l'avantage qu'elle constitue pour certains, elle se trouve au cœur des tensions, prise dans un cercle vicieux entre démocratisation et islamisation. Ce qui distingue l'expérience turque actuelle, ce n'est pas son armée, mais au contraire la marginalisation de celle-ci dans la vie politique, sans que celle-ci conduise inéluctablement vers une alternance islamique. Dès lors la question démocratique se pose en termes de pluralisme : comment témoigner à la fois de la libéralisation des signes et des croyances religieuses dans la vie publique et assurer le respect des minorités non musulmanes mais aussi non croyantes, soit tous ceux qui ne veulent pas vivre en conformité avec des normes religieuses ?

En ce qui concerne l'avènement des classes moyennes, on peut dire en un mot qu'elles ne constituent pas une pré-condition pour la démocratie, mais au contraire, que c'est dans et par la démocratie qu'elles peuvent trouver un moyen d'intégration sociale, à travers l'économie de marché, l'accès à l'éducation et la représentation politique.

Ces différences de perspectives et de vues sont bien illustrées par un débat sur le Printemps arabe entre deux intellectuels européens du monde arabe et leurs références respectives au « modèle » turc. Tariq Ramadan et Abdelwahab Meddeb, l'un originaire d'Égypte, l'autre de Tunisie, l'un intellectuel de l'islam et l'autre partisan du sécularisme, convergent malgré leurs différences sur la vertu du modèle turc de nous faire sortir de la fatalité qui oppose « dictature » à « l'islamisme ». Pour Ramadan, les jeunes générations, même parmi les islamistes, se réfèrent bien moins à l'Iran qu'à la Turquie. Selon lui la force de ce pays vient du fait que sans nier son référent islamique, elle parvient à représenter une démocratie endogène. Pour Meddeb, à l'instar de la France, la Turquie et la Tunisie ont été structurées par la notion de la République au détriment de celle de démocratie. Aujourd'hui elles parviennent à inverser ce rapport pour mettre la démocratie au premier rang⁷.

La démocratisation exige dans le présent de dépasser «le faux clivage entre laïques et religieux », comme dit l'historienne Jocelyne Dakhli⁸. En commentant la nouvelle ère en Tunisie, elle écrit : « dans le moment politique qui est le nôtre, nous observons qu'il est de multiples façons d'être démocrate, tout comme il est de multiples façons de se réclamer politiquement de l'islam, dans un brouillage des dichotomies⁹. » Le slogan qui a lancé en français, « Dégage ! » et qui a fait le tour du monde arabe, exprime un rapport décomplexé à la langue – c'est un terme intégré à la langue arabe – et un rapport banalisé à la France – l'anticolonialisme n'est plus mobilisateur – et illustre selon elle, ce nouveau rapport au politique, « sans idéologie plaquée¹⁰ ».

Les révoltes arabes ont exprimé un nouvel imaginaire politique, basé sur une performativité langagière et corporelle, comme dans le cas tunisien du slogan « Dégage ! » ou l'invasion de « la place Tahrir » au Caire. Ils ont manifesté leur visibilité en tant que citoyens et se sont mobilisés pour leurs libertés, tout en puisant des références dans leur histoire, dans les différentes composantes de celle-ci. Ces mouvements ne sont pas tournés contre l'Occident mais se sont inspirés les uns des autres, ont fait circuler des slogans, des graffitis, des symboles, ont constitué un espace public dans la transversalité, un nouvel imaginaire démocratique dont le foyer se trouve au « Moyen-Orient ».

La crispation de l'Europe sur la question de l'islam, de son repli sur soi mettant en avant son «exceptionnalisme » voire même ses frontières identitaires et sécuritaires, lui fait perdre son rayonnement et fane sa force d'exemplarité. Ainsi aux yeux des peuples africains, l'Europe perd de son attrait, ce qui fait dire au philosophe Achille Mbembe « La France n'est plus notre soleil¹¹ ». On peut observer un renversement du désir mimétique entre l'Europe et l'Orient ; le Printemps arabe a réveillé les consciences et les jeunes européens, à Madrid, à Lisbonne, à Athènes, s'inspirent du répertoire du Printemps arabe, pour exprimer leur mécontentement et leur révolte. C'est ce décentrement par rapport à l'Europe, et recentrement au Moyen-Orient que j'appellerai l'acte de post-Européanité, qui sous-tend les dynamiques de ce nouvel imaginaire démocratique. ■

Notes

1. Sadik J. Al Azam, "Turkey, Secularism and the EU: A view from Damascus", *Philosophy and Social Criticism*, vol. 37, n° 4, 449-459, 2011, p. 456.

2. Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, Istanbul, Küre Yayinlari, 2009.

3. Kemal Kiriçi, "Turkey's Demonstrative Effect and the Transformation of the Middle East," *Insight Turkey*, Vol. 13, n° 2, 2011, pp. 33-55.
4. Sadik Al Azam, p. 453.
5. *Ibid.*, p. 455.
6. Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York: Simon & Schuster, 1996, pp. 138-151.
7. Débat sur « la religion dans les révolutions arabes » entre Abdelwahab Meddeb et Tariq Ramadan, *Le Monde* du 22 avril 2011.
8. Jocelyne Dakhli, « Le faux clivage entre laïques et religieux », *Le Monde* du 20 octobre 2011.
9. Jocelyne Dakhli, *Tunisie, Le pays sans bruit*, Actes Sud, Paris, 2011.
10. *Ibid.*, p.118.
11. Achille Mbembe, « La France n'est plus notre soleil », *Le Monde* du 18 Octobre 2011.